

*Budget—M. Andras*

Je crois qu'aucun analyste expérimenté ne contesterait, à la lecture de ce document, que le gouvernement et le président du Conseil du Trésor auraient eu leur heure de gloire en se montrant des administrateurs inflexibles et en rééquilibrant les finances à coups de restrictions. Mais au lieu de cela, ils ont fait le contraire et ont haussé les impôts, leur seul coup de chance inespéré résidant dans les fonds de pension.

Le parti progressiste conservateur a négligé de mentionner dans son budget l'une des promesses qu'il avait fait miroiter en mai dernier devant les yeux de l'électorat canadien, soit celle d'une réduction globale de l'impôt d'environ 2 milliards de dollars. Je n'en trouve nulle trace dans le budget. Étant donné que l'impôt doit augmenter de 3.5 milliards de dollars l'année prochaine, que le déficit budgétaire doit demeurer à peu près le même, et que le déficit en espèces ne diminuera que par miracle par suite des deux autres déboursés, à quoi cette augmentation d'impôt doit-elle servir? Elle va servir à financer le programme de déductibilité de l'intérêt hypothécaire si cher au caucus conservateur.

Il y a quelques jours à peine, le ministre des Finances a déclaré à l'extérieur de la Chambre que le programme de déductibilité de l'intérêt hypothécaire ne figure pas parmi les choses qu'il estime importantes, même si le reste de son parti le considère comme capital. Pourtant, le ministre est venu nous dire que ce programme est l'idée la plus géniale depuis l'invention de la poudre. Le gouvernement par ailleurs a recours à la clôture, avant même que le comité n'ait pu étudier le bill, pour bien nous faire comprendre tout le bien qu'il en pense. En fait, c'est utiliser l'argent des contribuables à mauvais escient.

L'exposé budgétaire parle fort peu de commerce international. Je me réjouis de constater la présence du ministre d'État chargé du Commerce international (M. Wilson) à la Chambre aujourd'hui. Le gouvernement se lamente au sujet de la balance des paiements, des éléments invisibles, etc. La seule chose qu'il soit parvenu à faire jusqu'à présent a été d'exporter une grande quantité de notre gaz naturel. On aurait pu s'attendre qu'avec leur réputation de conservateurs au sens strict, ils réussiraient à brasser beaucoup d'affaires à l'étranger, à décrocher des marchés et à faire mousser nos exportations.

L'autre jour j'ai lu un discours du ministre d'État chargé du Commerce international où il se vantait de la constitution d'un groupe de travail sur les politiques d'exportation du gouvernement fédéral. Le ministre sait parfaitement que ce groupe de travail a été mis sur pied bien avant qu'il n'occupe son portefeuille. J'espère qu'il donnera de bons résultats. Je n'ai aucune objection à ce que le gouvernement se serve de ces idées et de ces mécanismes et fasse en sorte qu'ils remplissent le but dans lequel nous les avons élaborés.

Parlons donc de ce qui s'est passé depuis dans le domaine du commerce international. Nous sommes en face d'un bien timide trio: le sénateur de l'autre endroit qui n'a pu se débrouiller tout seul, le ministre d'État chargé du Commerce international et le ministre d'État chargé des petites entreprises et de l'Industrie (M. Huntington). C'est déjà assez pitoyable mais nous avons ensuite le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Hnatyshyn), qui s'en mêle ou ne s'en mêle pas, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M<sup>lle</sup> MacDonald) et le premier ministre (M. Clark) qui tous font des déclarations. Nous voici donc acculés à une situation

fondamentale, où l'un de nos problèmes les plus importants à résoudre est celui de rétablir l'équilibre de notre compte courant.

Quels sont donc les états de service du gouvernement en matière de questions internationales de ce genre? Le gouvernement commence, acculé au pied du mur, parce qu'il a perdu des millions sinon des milliards de contrats éventuels et d'emplois au pays en proposant cyniquement de transporter notre ambassade à Jérusalem. Il n'y a pas à dire, le Canada devra travailler arduement et longtemps, à cause du gouvernement, pour recouvrer son influence comme négociateur sensé au Moyen-Orient. Par cette seule promesse stupide, irréflective, cynique, conçue pour s'attirer des votes, le gouvernement a fait beaucoup de tort au commerce extérieur du pays, et il le sait.

Le gouvernement parle beaucoup de notre autarcie énergétique pour les années 80 et 90. Il parle d'un objectif fixé à 10 ou 15 ans alors que nous avons besoin de pétrole aujourd'hui. Tout le monde admet que nous souffrirons peut-être de pénurie de mazout dès cet hiver.

**M. Wilson:** Où étiez-vous il y a quelques années?

**M. Andras:** Où j'étais il y a quelques années? Ma foi, j'aurai une explication avec le ministre à ce sujet. Prenons un exemple précis. Le printemps dernier, l'ancien ministre de l'Énergie s'est rendu au Mexique et au Venezuela. Ce voyage avait deux objectifs; l'un était de raffermir nos approvisionnements et de réduire notre dépendance à l'égard du pétrole du Moyen-Orient pour les cinq ou dix prochaines années.

**M. Wilson:** Il est allé là pour faire de l'esbroufe.

**M. Andras:** Les députés devraient écouter, car ils auraient besoin de modifier leur politique et ils pourraient, pour une fois, écouter des conseils constructifs. L'ancien ministre de l'énergie est allé au Mexique pour négocier un contrat prévoyant la livraison de 50,000 barils de pétrole par jour à partir de 1980, et de 100,000 barils par jour à partir de 1981. Le gouvernement mexicain hésitait quelque peu à prendre pareil engagement, car il n'est pas disposé à distribuer massivement ses réserves de pétrole avant d'avoir pris les arrangements financiers nécessaires. Mais compte tenu des relations spéciales entre le Canada et le Mexique, il a accepté de nous livrer ce pétrole, et à des prix raisonnables.

L'autre motif de ce voyage était de jeter les bases d'un accord commercial réciproque concernant les exportations canadiennes. Il s'agit là d'échanges totalisant près de 6 milliards de dollars. Ce n'est pas une petite somme. Les préparatifs avaient été faits. L'accord avait été paraphé et négocié entre le président du Mexique et l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il ne restait plus qu'à le ratifier et à le mettre en œuvre. Le président du Mexique a été invité au Canada à cette fin, mais il a fallu remettre sa visite à cause du déclenchement des élections.

● (1650)

On a ainsi traité le Mexique, pays en plein essor qui a du respect et de l'affection pour nous et qui accorde une grande importance au commerce canado-mexicain. Autant que je sache, le parti d'en face ne l'a pas nié. Depuis le 22 mai jusqu'à il y a quelques jours quand nous avons soulevé la question à la Chambre, la seule communication que le gouvernement a eue avec Mexico a été un message demandant la suppression du nom de Petro-Canada dans le texte de l'accord pétrolier.